

REUNION GOUVERNEMENT HAÏTIEN – BAILLEURS DE  
FONDS

Propos de clôture  
du Président de la République  
Me. Boniface ALEXANDRE

22 avril 2004

**Hôtel Montana**

Monsieur le Premier Ministre,

Mesdames, Messieurs les Membres du Gouvernement de  
transition,

Mesdames, Messieurs les Chefs de missions diplomatiques  
et internationales,

Mesdames, Messieurs les Représentants de la Communauté  
internationale,

Mesdames, Messieurs,

Mes premiers propos consistent à remercier, tant en mon  
nom personnel qu'au nom du peuple haïtien, les Bâilleurs  
de Fonds pour leur présence en Haïti dans le but de nous  
aider à poser les bases nous permettant de relancer  
l'Economie Nationale.

Depuis maintenant dix-huit ans, Haïti se débat dans une transition politique interminable. Les Gouvernements se suivent et se ressemblent. Les élections sont contestées. L'aide internationale est orientée plutôt vers les ONG. Les investisseurs haïtiens et étrangers cherchent des pays plus stables politiquement. Le chômage s'intensifie. Les jeunes sont aux abois, les hommes et femmes d'affaires sont inquiets. Le pouvoir d'achat diminue. La pauvreté bat son plein. Le désespoir est général.

Le 29 février 2004 marque un tournant définitif de l'histoire de cette transition de 18 ans. Nous avons à peu près 18 mois pour mettre fin à la transition de 18 ans. Le défi est de taille. Mais nous sommes condamnés à le relever.

La priorité de cette transition est d'organiser des élections générales dans le pays au cours de l'année 2005. L'organisation de ces compétitions doit s'accompagner de deux objectifs majeurs :

- La lutte contre l'insécurité avec son corollaire la justice et
- La relance de la vie économique et sociale.

La rencontre d'aujourd'hui avec les bailleurs de fonds doit guider la préparation du cadre de coopération adaptée à cette transition en insistant sur les résultats prioritaires à atteindre au cours des deux années à venir et sur la nécessité de réduire les contraintes liées aux politiques de coopération des bailleurs de fonds.

Elections, sécurité, relance économique, voici les volets du triptyque de cette transition. Les bailleurs de fonds peuvent être sûrs que la Présidence et le Gouvernement de la République veilleront au respect strict du principe d'intégrité qui doit caractériser la gestion des affaires publiques. D'ailleurs la Présidence va faire appel, dans les prochains jours, aux organisations de la société civile pour établir avec elles, la première fois en Haïti, un partenariat dans la vigilance administrative. La société civile doit savoir ce qui se passe dans les institutions de

l'Etat. La Présidence compte lui donner les pouvoirs et le mandat nécessaires pour remplir ce rôle de vigie et de chien de garde indispensable dans une société démocratique. Les institutions publiques ne seront plus des tours d'ivoire opaques. Au cours de cette dernière transition, la transparence dans la gestion des affaires de l'Etat sera à l'honneur. Nous en prenons l'engagement, nous en donnons la garantie.

Parallèlement à ce partenariat Présidence – Société civile, je compte convoquer bientôt le grand forum national de la reconstruction et du développement dans tous les secteurs de la vie nationale pour les années à venir. Les partis politiques, les organisations de la société civile, les instances de l'Etat et les agences de la communauté internationale qui disposent de plans ou programmes pour Haïti dans un secteur quelconque seront invités à soumettre ces documents à la nation pour de larges discussions d'où sortira un plan national de développement pour les 2, 5, 10 et 20 années à venir.

Je veux, selon la date fixée par le Conseil Electoral et en conformité avec la Constitution passer l'écharpe à un Président élu sans contestation, qui devra diriger l'Etat avec un parlement accepté par la population. Et surtout je tiens à offrir à mon successeur le modèle de Président tel que le veut la Constitution : un Président qui donne des lignes stratégiques au Gouvernement et aux pouvoirs de l'Etat et qui laisse l'aspect opérationnel au Chef du Gouvernement, tout en mettant en place des mécanismes de contrôle de l'efficacité et de l'intégrité de l'Administration.

La rencontre que je clôture ce soir ouvre de nouvelles perspectives de l'aide internationale à Haïti. Ces perspectives ont déjà été annoncées par de Hauts Responsables de pays amis et d'organisations internationales que j'ai rencontrés au Palais National. J'invite les Haïtiens du pays et de l'étranger à sortir de leur timidité et de leur torpeur pour investir dans le pays en vue de meilleurs résultats de l'aide internationale. Les hommes et femmes d'affaires, les forces vives de la nation doivent conjuguer leurs efforts pour sortir Haïti de son sous-

développement chronique. L'espoir peut renaître déjà car les arbres vont reverdir malgré les dégâts de la dernière tempête.

Le Premier Ministre et moi prenons l'engagement formel de conduire à bon port la barque nationale. Nous n'allons tolérer aucune malversation et des mesures drastiques seront prises contre tout contrevenant. Nous allons nous soumettre à des disciplines budgétaires dans le cadre des objectifs que nous allons ensemble définir. Nous allons enfin assainir les Finances Publiques tout en ayant à l'idée que la finalité est le bien-être de la population et la croissance économique qui constitue le premier pas vers le développement socio-économique de notre pays.

Soyez assurés Messieurs les Bâilleurs de Fonds que les aides et les prêts que vous aurez à consentir à Haïti seront utilisés à bon escient. Que Dieu sauve notre Haïti.

